

Transcription

Conférence de

Monsieur Michel Chossudovsky

Directeur du Centre de recherche sur la mondialisation, Montréal
Professeur d'Economie à l'Université d'Ottawa

organisée par l'Institut d'Etudes Européennes et Internationales du Luxembourg

au Casino syndical à Luxembourg le 2 février 2004

sur le thème

"Guerre sans frontières: Les enjeux du projet américain"

D'abord, un remerciement à tous et notamment à l'Institut pour l'invitation et l'hospitalité au Luxembourg.

Ce soir, j'aimerais surtout aborder la question politique et géopolitique sous-jacente au projet militaire américain car je crois que l'on vit sans doute la crise la plus grave de l'histoire moderne. Nous avons ou nous vivons actuellement une aventure militaire qui menace l'avenir de l'Humanité parce que c'est non seulement une guerre annoncée, c'est également ce que l'on appellerait une feuille de route.

Les étapes de cette guerre ont déjà été annoncées, établies au niveau de la planification militaire, et ce que l'on entend bien sûr dans les médias, ce sont les aspects plutôt de surface, « armes de destruction massive », « changements de régime », etc.

Bien sûr un projet de guerre a besoin également des outils de propagande. Donc tout l'appareil de propagande est sous-jacent à ce projet de guerre et s'exprime par l'entremise de cette soi-disant guerre au terrorisme où il s'agit également d'inventer un ennemi. C'est dans ce contexte également que le discours sur les événements du 11 septembre joue un rôle clé dans la justification et le prétexte pour mener cette opération militaire.

Si vous lisez les discours officiels et la doctrine de la sécurité nationale aux Etats-Unis, vous observez d'abord qu'il y a un certain nombre de concepts.

D'abord il y a ce que l'on appelle *Defense of the homeland*, défendre la patrie.

Defense of the homeland, implique également l'établissement de ce que l'on appelle *The Northern command*, donc une unité qui est chargée de défendre les Etats-Unis contre une invasion, une agression.

Deuxièmement, il y a également cette notion de mener une guerre contre les terroristes ou les « Etats voyous ».

En fin de compte dans la doctrine de la sécurité nationale ces deux concepts sont en quelque sorte liés, l'identification d'organisations terroristes ou d'Etats terroristes, « l'axe du Mal »,

l'identification d'Etats qui sont bien sûr visés par la politique étrangère américaine et ensuite vous avez cette notion de « guerre préventive ».

Maintenant la guerre préventive en elle-même est également assortie d'une politique d'utilisation d'armes, d'armes de destruction massive dans le sens propre du terme puisque ce projet implique également la militarisation de l'espace et également l'utilisation d'armes nucléaires sur une base préventive ou préemptive. En fait, en français on dit préventive, ce n'est pas tout à fait le même concept en anglais *preemptive* mais, de fait, il s'agit enfin de compte de la doctrine au niveau de l'appareil de propagande :

Les Etats-Unis sont attaqués, il y a des ennemis, il faut bien sûr fabriquer les ennemis et, dans ce contexte, le discours et la propagande créent un ennemi qui est le réseau Al Qaida et cet ennemi donne lieu à des justificatifs au niveau de la politique étrangère et également au niveau de la sécurité nationale.

J'y reviendrai plus tard, mais nous devons comprendre d'emblée dans notre compréhension de ce processus que le réseau Al Qaida est une création des services de renseignement américains. Quelque chose que les médias ne vous mentionnent pas.

On va dire que c'est un ennemi extérieur qui menace la sécurité de l'Etat, que l'on ne vous dira pas c'est que ce réseau a été établi à partir du début des années 80 dans le cadre de la guerre soviéto-afghane par la CIA, financée par la CIA. Les camps de formation en Afghanistan et au Pakistan furent financés par la CIA, les écoles coraniques également.

Donc, il y a tout un historique sur le réseau Al Qaida qui est documenté, et ce qui est important de comprendre c'est que l'ennemi est d'abord fabriqué.

Certes il y a de véritables organisations islamistes qui se sont formées. Mais au point de départ, « ce réseau terroriste » ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans la participation et les actions menées par les services de renseignement américains avec leurs homologues pakistanais à partir du début des années 80.

Et là on retrouve des liens très directs, et j'insiste, très directs, entre des hauts responsables américains incluant Colin Powell et Richard Armitage d'une part et des individus qui sont liés au terrorisme international et au réseau Al Qaida. Ce n'est pas une question de dire « Oui, mais ». Nous avons les documents du Congrès qui le prouvent et j'y reviendrai éventuellement lors de la discussion.

Mais au point de départ, il faut comprendre que le justificatif qui, d'ailleurs, est présenté tous les jours dans les journaux, celui de l'attaque d'Al Qaida, est fabriqué de toutes pièces. Et ceci est d'autant plus grave que nous avons maintenant les éléments de preuve que les dites alertes terroristes, celles du mois de décembre 2003, donc du 21 décembre au 2 janvier, ce que l'on appelle le « Code orange », aux Etats-Unis également, fut mis en œuvre sur la base de renseignements fabriqués.

C'étaient les services secrets français qui ont d'ailleurs réfuté les informations provenant de leurs homologues américains en disant « Non, il n'y a pas lieu d'annuler les vols parce que nous avons démontré effectivement que le *Intelligence* était fabriqué ». Et ce n'est pas la première fois ! Il y a tout un historique.

A ce sujet, les services du FBI sont souvent à contre-courant avec ceux de la CIA. Lorsque Colin Powell a fait son discours au Conseil de sécurité en février 2003, vous vous souviendrez que le jour suivant il y a eu une alerte également au « Code orange », et que s'est-il passé ? On a mis le pays en état d'urgence. On a commencé à annuler les vols etc. et quelques jours plus tard, le FBI a accusé la CIA d'avoir inventé le renseignement, donc *fabricated intelligence*, pour effectivement mener à bien cette alerte terroriste.

The Project for the New American Century

Vous avez un projet militaire qui est d'ailleurs très bien énoncé dans ce document qui est produit par un *think tank* de Washington mais qui représente, en fin de compte, en fait, la politique officielle de l'administration Bush qui s'appelle *The Project for the New American Century* (PNAC).

Il a été publié quelques mois avant l'accession de Bush à la Maison Blanche et il est très clair dans la description et dans les objectifs de cette guerre. Donc il ne faut pas se tromper lorsque l'on vous dit que les armes de destruction massive n'ont pas été trouvées etc. Tout ceci est un faux-fuyant. Ce que ce document dit très clairement, c'est que d'une part l'objectif de la politique américaine est de mener des guerres multiples, en anglais *multiple theater wars*.

On parle de théâtres de guerre, *multiple and simultaneous theater wars*, donc *multiple* veut dire plusieurs théâtres de guerre, simultanément, ça veut dire que l'on a l'intention de mener des guerres de manière simultanée dans des théâtres multiples, (et non pas de manière séquentielle).

Cela veut dire que l'on peut avoir un théâtre de guerre au Moyen-Orient et un autre en Asie de l'Est. L'autre élément de poids du PNAC, c'est «*fight, and decisively win simultaneous multiple theater war*».

Lisez-le attentivement et ensuite lisez votre journal et demandez-vous si on vous dit la vérité sur les enjeux du projet américain.

Les objectifs du PNAC

1. Le premier c'est de défendre la «*American Homeland*», donc pour défendre la *Homeland* il faut avoir un ennemi, alors l'ennemi il faut le fabriquer : c'est Ossama.

2. Deuxièmement, «*fight, and decisively win multiple simultaneous major theater wars*».

C'est absolument clair, limpide, que le projet est un projet de *guerre sans frontières*.

Ce n'est pas une guerre dans une région. C'est une série de guerres et d'ailleurs il faut comprendre que cette guerre fut annoncée déjà au début des années 90 certainement avec les guerres en Yougoslavie qui visaient essentiellement l'établissement d'une zone d'influence américaine dans le sud-est de l'Europe, bien sûr en alliance avec l'Europe et par l'entremise de l'OTAN.

Mais cette guerre en Yougoslavie avait également des liens avec les opérations à venir au Moyen-Orient et bien sûr avec l'axe de guerre qui se dessine maintenant qui est l'axe Moyen-Orient-Asie centrale.

3. Le troisième point de repère de cette politique américaine, de ce projet américain, c'est ce que les architectes du PNAC appellent des opérations de gendarmerie au niveau planétaire (*constabulary functions*).

Mais, de fait, ce n'est pas exactement ce que l'on entend par «*gendarmerie*» parce que ce sont des opérations militaires d'envergure à partir éventuellement du *global positioning system* et l'envoi de missiles ou des actions punitives. Donc ce n'est pas un théâtre de guerre comme tel, mais ce sont des actions diverses qui visent à contenir ou à punir des ennemis dans différentes parties du monde et c'est de cette façon-là que c'est défini.

4. Et la quatrième composante de cette politique américaine, c'est ce qu'ils appellent la *Revolution in military affairs*.

Alors, *revolution in military affairs*, très simplement, c'est le développement de manière massive de nouveaux systèmes d'armement et cela implique, en quelques mots, parce que c'est quand même un domaine très complexe, la militarisation de l'espace.

Notez bien que l'Irak était la première guerre des étoiles, en quelque sorte, puisque 60% des missiles téléguidés furent envoyés à partir de *commandes satellites*, donc impliquant la militarisation de l'espace.

1. Alors, la militarisation de l'espace, c'est la première composante qui fait partie également de la *strategic defense initiative*.

2. Deuxièmement, il y a un autre programme qui est très important. C'est *the FALCON program*. C'est le développement d'un système de missiles téléguidés à partir du sol américain qui peuvent être déployés en l'espace d'une heure ou deux. *FALCON* veut dire *Force Application and Launch from the Continental U.S.*

Donc du continent américain on pourra lancer ces actions au lieu d'avoir des bases militaires éparpillées à travers le monde. C'est un élément important.

3. Et troisièmement, vous avez les armes nucléaires. Depuis quelques années les Etats-Unis ont redéfini leur politique en matière d'armes nucléaires. Ils parlent de l'utilisation de ce que l'on appelle les *mini nukes* ou ce que l'on appelle également les armes nucléaires tactiques. Ces *mini nukes* ne sont pas aussi petits que l'on le prétend.

On essaie d'abord de dire que ces armes-là sont inoffensives pour la population civile. Elles ont une puissance explosive d'environ un tiers jusqu'à 6 fois une bombe d'Hiroshima !

Dans ce contexte, il y a eu avant la campagne en Irak tout un débat sur les armes nucléaires tactiques, une vaste campagne de propagande, à savoir que ces armes nucléaires tactiques n'atteignaient pas les populations civiles parce que les explosions étaient souterraines.

On n'a pas parlé évidemment des effets radioactifs de ces bombes qui sont les mêmes que pour les bombes nucléaires conventionnelles. Et on a également dit, d'ailleurs Rumsfeld l'a dit lui-même :

« Nous n'hésiterons pas à utiliser des armes nucléaires si nous sommes attaqués avec des armes de destruction massive » en se référant à la menace de Saddam Hussein.

Maintenant, dans le débat actuel, suite aux déclarations de David Kay au Comité du Sénat, *Armed Services Committee*, il s'avère que selon un haut responsable de la CIA, les dites armes de destruction massive n'existent pas. Ce sont les paroles de quelqu'un qui fut nommé par la CIA.

David Kay a été nommé par la CIA et il y a deux semaines à peine, le 23 janvier, il déclarait au Sénat, et c'est une très forte négation de la politique des gens qui l'ont nommé,

« Il n'y a pas d'armes de destruction massive. Il n'y en a jamais eu ».

Ce qui est très grave également, c'est qu'une semaine avant la déclaration de David Kay au Sénat, le président Bush a cité David Kay dans son *State of the union address* en disant « *David Kay has said there are mass destruction weapons in Irak* ».

Vous pouvez vérifier les citations précises dans ces différents cas.

En bref, les armes de destruction massive n'existent pas. Cela faisait partie de l'idéologie. Mais tout le monde le sait d'ailleurs et toute l'affaire de la BBC c'est à nouveau une façon de

confondre les enjeux parce que la BBC, tout au long du débat dans les mois avant l'occupation de l'Irak, avait bel et bien soutenu l'effort de guerre américain; la BBC a soutenu le gouvernement britannique et a désinformé la population sur les enjeux de cette guerre.

On sait très bien que les armes de destruction massive n'existaient pas et on sait également que les textes déposés au Conseil de sécurité par Colin Powell, le 5 janvier, étaient non seulement des textes fabriqués, mais aussi des textes plagiés sur Internet. A savoir que le document présenté au Conseil de sécurité avait été copié d'un travail d'étudiant en doctorat aux Etats-Unis, *copy and paste*, et ceci a été réalisé par le bureau d'Alistair Campbell.

Ce n'était pas le travail des services secrets britanniques (MI6). Trois journalistes spécialisés en relations publiques ont fait ce travail et ensuite Colin Powell est arrivé au Conseil de sécurité et a dit « Ecoutez, regardez. *This is the wonderful work that has been given to me by Tony Blair, fabulous intelligence etc.* ».

Alors notre collègue de Cambridge, Glen Rangwala a fait un petit *search* sur Internet et a découvert évidemment que ce texte-là avait été plagié et copié. J'ai ici le document original qui a été plagié. Alors quand on commence à dire que la BBC a exagéré la question, que Callaghan a exagéré la question des armes de destruction massive, c'est à nouveau une façon en fin de compte de déjouer ou de contourner le véritable débat.

La *Hutton Commission* avait pour mandat de faire une enquête sur la mort de David Kelly. Tout indique qu'il s'agit d'un assassinat politique.

Je n'entrerai pas dans le débat, mais nous avons quand même certains indices. Il n'en reste pas moins que le *Hutton Report* n'a pas véritablement enquêté sur cette question-là. Ce qu'ils ont fait, ils ont blanchi le Premier Ministre et ils ont accusé la BBC, ce qui est d'ailleurs très injuste parce que la BBC était le principal instrument de propagande et de censure du gouvernement britannique. Mais cela démontre également un autre aspect de cette crise : dans le contexte actuel, il n'existe pas véritablement une liberté de presse où ces enjeux peuvent être débattus, voire même où les citoyens peuvent être informés.

Et lorsque les journalistes qui sont déjà dans le carcan de l'autocensure osent dire la vérité, ils sont pénalisés soit par un renvoi soit, comme c'est le cas de certains journalistes en Irak, carrément assassinés.

Nous avons également des reportages à ce sujet où des journalistes ont été assassinés pour avoir révélé les enjeux de cette guerre aussi bien durant la guerre mais également après la guerre.

Revenons pour un instant au *Homeland Defense*.

Toutes ces alertes terroristes créent un environnement de crainte au sein de la population américaine. Le justificatif c'est que les Etats-Unis sont attaqués, des mesures d'urgence sont mises en application.

Par ailleurs, dans une interview publiée au mois de septembre, le général Tommy Franks, qui était le commandant des forces de la coalition en Irak, a identifié le rôle de ce qu'il appelle un « *mass casualty producing event* ».

Je n'arriverai pas à traduire mot à mot en français, mais essentiellement le *mass casualty producing event*, c'est un événement du type du 11 septembre, et j'aimerais lire la citation en anglais.

« *A terrorist mass casualty producing event will occur somewhere in the western world, it may be the United States that causes our population to question our*

constitution and to begin to militarise our country in order to avoid a repeat or another mass casualty producing event ».

Cette déclaration de Tommy Franks n'est d'ailleurs rien de nouveau. Vous allez la retrouver dans le *Project for the New American Century* qui dit textuellement:

« *Some catastrophic and catalysing event like a new Pearl Harbor* ».

On le retrouve dans d'autres déclarations notamment celles de David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski.

Donc l'idéologie du *mass casualty producing event*, qui est le phénomène du 11 septembre, fait partie de la doctrine militaire.

Vous avez peut-être lu dans les dernières semaines la référence à l'article de William Saffire dans le *New York Times*, basé sur des renseignements fiables émanant des services de renseignement, qui prédit qu'il y aura un deuxième 11 septembre avant les élections présidentielles.

Il s'agit d'une personne qui a des liens avec les services de renseignement américains et le secrétariat d'Etat, etc.

Donc ce ne sont pas les « théoriciens de la conspiration » qui sont en train de prédire s'il y aura ou s'il n'y aura pas tel ou tel événement ou un deuxième 11 septembre.

Nous sommes dans une situation où ce sont les journalistes comme William Saffire, qui sont d'ailleurs liés étroitement au pouvoir, qui avancent la possibilité d'un deuxième 11 septembre.

Nous avons également les déclarations du *Project for the New American Century* (qui d'ailleurs reflète l'équipe Bush au pouvoir) et également bien sûr les déclarations du Général Tommy Franks, qui met l'accent sur le rôle de ce « *mass casualty producing event* » afin de mobiliser les citoyens pour un projet qui aurait éventuellement pour objet de suspendre les droits démocratiques et d'établir la loi martiale.

Personnellement, je pense que ce qui est beaucoup plus probable c'est qu'il y aura une loi martiale assortie d'une démocratie de façade. Mais, il faut bien le comprendre, de facto, nous avons déjà aux Etats-Unis une militarisation des institutions civiles et en ce moment le Pentagone est en train de « faire pression » activement au niveau du Congrès pour annuler une loi qui date de 1878 qui s'appelle *The Posse Comitatus Act*.

Maintenant *The Posse Comitatus Act* interdit aux instances militaires, à savoir le Pentagone et bien sûr la CIA et toutes les organisations connexes, d'intervenir dans les instances juridiques et policières. A savoir que la justice, le FBI, le LAPD et le NRPD qui sont aujourd'hui des institutions qui relèvent des citoyens et non pas du Pentagone, seraient en quelque sorte placés sous le contrôle du Pentagone.

En ce moment, on est en fait quasiment dans une situation de régime militaire de facto. Ce que le Pentagone vise c'est de mettre en veilleuse cette loi de 1878 afin d'ouvrir la voie vers une militarisation des institutions de l'Etat.

Je devrais mentionner qu'aux Etats-Unis actuellement si le gouvernement américain venait à déclarer le « Code rouge », des procédures d'urgence sous l'autorité du *federal emergency management agency* et du *homeland security department* seraient mises en application. La *FEMA* appartient maintenant au *Homeland Security Department* et le secrétaire, Tom Ridge, a dit textuellement

« *If we go to red, we close down the country* ».

Il a fait cette déclaration le 22 décembre.

Et cela veut dire effectivement que toutes les institutions civiles, ce que l'on appelle la démocratie, incluant le FBI, incluant le LAPD, incluant les cours de justice seraient soumises à une loi martiale. A savoir, si cette loi martiale était maintenue ou non, et pour quelle période, c'est une autre question.

Mais le « code rouge » est déjà prévu au niveau de la planification militaire. Il n'y a absolument aucun doute parce que les déclarations et tout ce que je répète ici, ce sont des déclarations officielles. J'essaie de voir un peu où l'on va dans cette conjoncture.

La Guerre au Moyen-Orient

J'en viens à la question de ce théâtre de guerre.

D'abord, il faut comprendre la relation entre l'Afghanistan et l'Irak, entre les deux théâtres de guerre.

En fait vous avez plusieurs théâtres de guerre.

L'Afghanistan est au carrefour de pipelines très importants du point de vue stratégique, c'est le projet du pipeline transafghan. Mais notez que l'Afghanistan est maintenant militarisé parce que les bases militaires américaines sont déjà établies au Pakistan et en Afghanistan et également à la frontière de la Chine. Donc vous voyez la Chine touche l'Afghanistan juste à la pointe orientale de l'Afghanistan et les anciennes républiques soviétiques sont d'ailleurs contiguës à cette région.

Maintenant, envisageons la macro région à partir de la pointe de l'Arabie Saoudite jusqu'à la Mer Caspienne. Cette région détient 70% des réserves mondiales de pétrole.

Les réserves des Etats-Unis sont de l'ordre de 2.5%. Les plus grands producteurs sont bien sûr l'Arabie Saoudite avec 25% des réserves mondiales et l'Irak, deuxième producteur mondial, avec 11% des réserves mondiales, donc ces deux pays ont 36%.

La macro région (Moyen-Orient-Asie centrale) qui s'étend de la pointe de l'Arabie Saoudite jusqu'à la Mer Caspienne constitue un enjeu géopolitique très important.

Depuis quelques années, les Américains ont également militarisé cette région dans le cadre d'accords qui ont été réalisés notamment avec un certain nombre de républiques de l'ancienne Union soviétique.

Le *GUAM* (*Géorgie-Ukraine, Uzbekistan, Azerbaïdjan et Moldavie*) constitue un accord militaire signé en 1999 avec l'OTAN mais surtout avec les Etats-Unis. L'objectif du GUAM consiste à protéger les pipelines à partir de la Mer Caspienne vers les marchés européens ou vers les marchés occidentaux.

Et là, vous avez les enjeux de plusieurs sociétés pétrolières, mais en plus des pétrolières anglo-américaines, vous avez les sociétés pétrolières russes et chinoises dans une moindre mesure et, bien sûr, vous avez les deux principales compagnies du pétrole européennes, Total-Fina-Elf d'une part et la ENI italienne d'autre part qui sont impliquées dans cette région.

Certainement, le pétrole est l'enjeu de cette guerre.

C'est d'ailleurs inscrit dans la doctrine de la sécurité nationale et ce n'est pas une innovation de la politique étrangère de l'administration Bush. En 1995, dans un document du *Central Command*, donc des cadres militaires, on disait textuellement : *Iraq first, Iran next*, « *the objectives of US engagement is to secure uninterrupted, US / Allied access to Gulf oil* ».

Dans ce texte on parle de « *in theater* », alors lorsque l'on parle de « *in theater* », on parle d'opérations militaires, on parle de la stratégie militaire, on ne parle pas de géopolitique ou de géodiplomatie. C'était très clairement dit que la trajectoire ou la feuille de route de cette guerre : c'est d'abord l'Irak, ensuite l'Iran,

Et nous avons déjà des déclarations très claires, à savoir que la Syrie est la prochaine étape de cette guerre parce que les Américains l'ont déjà annoncé. Et si effectivement la Syrie est la prochaine étape de cette guerre, soit par un changement de régime ou une déstabilisation politique et économique ou une opération militaire, on peut s'attendre certainement à ce qu'Israël soit impliqué.

D'ailleurs Israël fait partie de cette coalition anglo-américaine. La coalition anglo-américaine est basée sur des enjeux militaires et économiques. Israël est la cinquième puissance nucléaire au monde avec des ogives nucléaires qui, selon les experts, sont plus sophistiquées et plus développées que celles de la Grande-Bretagne. Elle vient après la France au rang des puissances nucléaires.

En d'autres mots, Israël est la cinquième puissance nucléaire bien qu'elle ne figure pas officiellement dans la liste des pays détenant des armes nucléaires. Et ces armes nucléaires d'Israël sont toutes braquées vers des villes du Moyen-Orient.

Alors vous avez un axe militaire anglo-américain qui dépend de manière cruciale du pétrole ou des enjeux du pétrole. L'axe anglo-américain n'a rien à voir avec Tony Blair, mais surtout avec le fait que l'industrie du pétrole aujourd'hui est anglo-américaine. A savoir qu'il y a une imbrication des intérêts britanniques et américains notamment en ce qui concerne la *British Petroleum* qui est l'union de la *American Oil company (AMOCO)* et *Atlantic Ritchfield Corporation* d'une part et de la *British Petroleum (BP)* d'autre part. Il s'agit d'une méga société anglo-américaine.

Donc l'axe militaire anglo-américain repose sur des intérêts partagés dans l'industrie du pétrole. Mais, en même temps, il faut également comprendre qu'il y a aussi une intégration dans l'industrie de l'armement entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. En 1999, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont signé un accord qui s'appelle *The Transatlantic Bridge*.

The Transatlantic Bridge désigne une procédure qui permet à *British Aerospace System Corporation* de participer aux appels d'offre du Département de la défense américaine avec les mêmes avantages que les « *defense contractors* » américains, à savoir que, selon cet accord, la *British Aerospace System Corporation* est considérée au États-Unis comme une entreprise locale.

Elle a une filiale aux Etats-Unis. Elle fournit le Pentagone de la même manière que la *Lockheed Martin* ou la *Northrop Grunman*. Par conséquent, il y a une imbrication des intérêts américains et britanniques aussi bien dans le pétrole que dans l'industrie de l'armement.

Dans ce contexte, les pétrolières franco-belge et italienne (TOTAL et ENI) sont exclues de cette alliance dans l'industrie du pétrole.

La contrepartie européenne (franco-allemande) de cette union dans l'industrie de la défense c'est la *EADS, European Aerospace Defense System Corporation* qui intègre *Aérospatiale Matra* avec la *Deutsche Aerospace* qui est la filiale du groupe Daimler. EADS constitue en fait le plus important noyau de l'industrie de l'armement européen.

C'est important de voir un peu cette division qui est en train de s'articuler à l'intérieur de l'industrie de la défense européenne.

Donc il y a une rupture dans l'industrie du pétrole, il y a une rupture dans l'industrie de l'armement. Elle n'est pas totale parce qu'il y a des liens très complexes et même beaucoup de *joint-ventures* entre l'Allemagne et les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne etc. Mais il y a quand même une structure qui s'articule.

La question monétaire

Le troisième élément dans cette conjoncture, c'est bien sûr la rivalité entre le dollar et l'euro.

Dans les projets de conquête, ce qui importe avant tout c'est de prendre possession des circuits financiers et monétaires. Et depuis que l'euro se dessine comme une monnaie internationale utilisée dans les pays émergents et dans les pays en développement, on assiste à un nouveau phénomène qui est celui de la confrontation entre le dollar et l'euro, au Moyen-Orient, en Asie centrale et en ex-Union soviétique.

Dans les Balkans, c'est l'euro qui prédomine. Déjà même avant l'installation de l'euro, c'était le Deutschmark.

Donc on a une confrontation entre des pouvoirs financiers et monétaires concurrents.

L'un des enjeux très important de cette guerre, c'est la monnaie de transaction utilisée par les pays de l'OPEP. Il y a eu un certain nombre de pays exportateurs de pétrole qui ont dit qu'ils allaient utiliser l'euro au lieu du dollar comme monnaie de réserve et de transaction au niveau du marché du pétrole.

Cette action a pour conséquence d'affaiblir bien sûr le pouvoir financier américain.

Mais cette guerre n'est pas strictement une guerre à l'encontre de l'Irak ou à l'encontre des peuples du Moyen-Orient. C'est une guerre de conquête et c'est une guerre dont l'objectif consiste à monopoliser les ressources.

Et bien sûr les entreprises pétrolières européennes et russes avaient d'importants contrats en Irak. Ils avaient des ententes qui supposaient la levée des sanctions. Les sociétés pétrolières européennes ont des intérêts en Iran, dans la Mer Caspienne. Par conséquent, l'enjeu de cette guerre est pour les sociétés anglo-américaines de monopoliser, d'exercer un pouvoir de monopole sur ces ressources, sur les pipelines et également évidemment d'écarter les pétrolières européennes et russes.

Au Conseil de Sécurité, où bien sûr il y a eu toute cette diplomatie de façade, la France avait mené une campagne avant la guerre afin de bloquer le projet de guerre.

Mais une fois la guerre accomplie, ils se sont mis à négocier. Et alors de quoi s'agit-il pour l'après-guerre ? C'est le partage du butin de cette guerre. C'est les concessions qui pourraient éventuellement être octroyées à telle et telle société européenne. Mais bien sûr les Américains ont été très clairs là-dessus. Ceux qui ne les ont pas soutenus sont exclus de l'obtention de contrats.

Et, par conséquent, il est très clair que l'objectif maintenant, c'est la mainmise sur les ressources pétrolières de l'Irak qui sont maintenant contrôlées par les Américains: la coalition, la *coalition provisional authority (CPA)*.

Alors, c'est, en fin de compte, l'enjeu de cette guerre. C'est un enjeu économique. C'est une guerre qui vise le contrôle du pétrole et qui vise également le contrôle des institutions et des économies locales.

Mais cette région Moyen-Orient-Asie centrale occupe un rôle géopolitique et stratégique.

C'est une guerre qui s'articule également en relation avec la Chine.

La militarisation de la frontière occidentale de la Chine est une des conséquences de l'occupation de l'Afghanistan par les forces américaines.

En même temps ou pratiquement en même temps, il y a eu une militarisation de la Mer de Chine et du détroit de Taiwan. Par conséquent, ce que l'on observe surtout depuis 1999 et certainement au lendemain de la campagne militaire en Afghanistan, c'est une militarisation, c'est un encerclement de la Chine au niveau militaire, donc une présence militaire américaine à la frontière occidentale, dans la Mer de Chine et également dans la péninsule coréenne.

En même temps, on assiste à une militarisation de toute cette région, incluant les anciennes républiques de l'Union soviétique avec lesquelles les Etats-Unis ont des accords de coopération militaire.

J'ai mentionné le GUUAM mais il y a également d'autres accords qui ont été signés et l'objectif de cette militarisation vise essentiellement à déstabiliser la Russie et à écarter la Russie de la Mer Caspienne.

Donc ce n'est pas strictement une guerre régionale. C'est une guerre qui a des visées géopolitiques plus amples.

Et comprenez bien que l'entrée de la Chine à l'OMC joue également un rôle. Les conditions imposées, à la Chine dans le cadre de son admission au sein de l'OMC donnent la possibilité aux institutions financières occidentales d'intégrer les structures bancaires, financières locales en quelques années (entre 3 et 5 ans). Il existe des mécanismes dans le cadre de cet accord qui auraient éventuellement pour effet de déstabiliser le système financier chinois.

Je pense qu'il faut comprendre que les enjeux de l'OMC et de l'entrée de la Chine dans l'OMC sont intimement liés aux enjeux stratégiques et militaires.

La question nucléaire

Maintenant, je reviens à la question nucléaire puisque cela concerne la Russie et la Chine.

En février 2002, l'administration américaine a soumis au Sénat un document qui s'appelle *Nuclear Posture Review*, définissant la politique nucléaire.

J'en ai déjà parlé en ce qui concerne les armes nucléaires tactiques, mais la *Nuclear Posture Review* définit la politique nucléaire.

Ce qui est important dans le document déposé au Sénat en 2002, c'est qu'il identifie un certain nombre « d'Etats voyous » : la Syrie, la Libye, la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran. Ces pays sont bien sûr visés par la politique préventive en matière d'armes nucléaires, à savoir que les Etats-Unis se réservent le droit de les attaquer avec des armes nucléaires afin de se défendre.

Donc on connaît un peu le contexte idéologique de cette politique préventive en matière d'armes nucléaires. Mais dans la *Nuclear Posture Review*, la Chine et la Russie sont également incluses comme cibles impliquant une action nucléaire préventive éventuelle des Etats-Unis.

La *Nuclear Posture Review* inclut une liste de pays et on dit « la Chine est également visée », donc les ogives nucléaires alliées, américaines et anglo-américaines visent Moscou et Pékin.

Il faut bien le comprendre. Alors ce document a été déposé début 2002. Durant toute la période commençant à partir de la *Nuclear Posture Review* jusqu'à la campagne en Irak, donc

à peu près une année, on a continué cette campagne visant à légitimer l'utilisation d'armes nucléaires pour se défendre donc sur une base préventive.

On a mis l'accent sur une nouvelle génération d'armes nucléaires, mais on a également défini, en date du 8 août 2003, le jour même de la commémoration de la première bombe atomique à Hiroshima, une nouvelle politique nucléaire. De manière très cynique, les hauts responsables du Pentagone ont choisi ce jour-là (*Hiroshima Day*) pour convenir une réunion secrète à huis clos au *Central Command Headquarters* au Nebraska. Il s'agit d'une première car à cette réunion tenue à la *Air Force Base* du Nebraska, ils ont invité les représentants du secteur privé, donc l'industrie de la défense américaine et de l'industrie nucléaire américaine, pour des consultations afin de déterminer la politique non seulement de production mais aussi d'utilisation de ces armes nucléaires.

Si vous voulez, c'est en quelque sorte une privatisation de la guerre nucléaire, c'est-à-dire, un peu comme si l'on privatisait l'eau, l'électricité ou les services de santé. En d'autres termes, on privatise maintenant la guerre et on demande aux grandes sociétés du complexe militaro-industriel de formuler cette politique. Ces sociétés sont bien sûr en bout de ligne, « ceux qui reçoivent le fric », récipiendaires des contrats de la défense nationale.

Tout ce programme va mener à des contrats avec l'industrie de la défense américaine qui définit non seulement la ligne de conduite en matière de production mais également en matière d'utilisation.

Alors cette réunion a été tenue à huis clos et constitue en quelque sorte une nouvelle donne. Les médias n'ont pour ainsi dire rien dit à ce sujet. Nous avons publié plusieurs documents à ce sujet.

Mais d'une façon générale, la presse est silencieuse. C'est comme si cela n'existait pas.

Alors, privatisation de la guerre nucléaire, consultation à haut niveau avec des représentants du secteur privé etc. et silence au niveau des médias, au niveau des moyens de communication etc.

Voilà à peu près où on se situe actuellement, une guerre sans frontières menée avec des armes de destruction massive et militarisation de l'espace.

Le prétexte pour cette guerre, et c'est très important de s'en souvenir, c'est Ossama Ben Laden.

Dans toutes les interprétations du justificatif de cette guerre, on vous dit sans arrêt « C'est Ossama Ben Laden qui attaque l'Amérique etc. ».

Ce que les médias ne vous disent pas c'est que Ben Laden est une création des services de renseignement américain.

Richard Armitage et Colin Powell sont parmi les architectes du réseau Al Qaida. En effet, on se souviendra que durant l'administration Reagan, la CIA avait utilisé des ventes illégales d'armes à l'Iran pour financer non seulement les CONTRA du Nicaragua mais également les moudjahidines, donc Al Qaida. C'est documenté.

Et l'individu qui a donné son autorisation à la livraison des armes, c'était Colin Powell. Colin Powell était lieutenant général à l'époque et dans le contexte du scandale *Iran Contra* Colin Powell a signé les « *release forms* » permettant le transfert des armes de la division de la *Defense Logistics* à la CIA et ensuite la CIA bien sûr les a acheminé vers l'Iran et avec l'argent des ventes, on a financé les moudjahidines et les CONTRA du Nicaragua.

C'est un peu de l'histoire ancienne, mais néanmoins si vous regardez le cheminement de ces individus, vous allez voir qu'ils sont liés de très près au réseau Al Qaida. Nous avons

également toute la filière des services secrets pakistanais. Nous savons que les services secrets pakistanais, le *ISI*, *Inter Services Intelligence*, a soutenu le réseau Al Qaida en agissant toujours au nom de leurs homologues américains.

Donc le *ISI* est en quelque sorte une filiale de la CIA. Nous savons également que le chef des services secrets pakistanais, selon le FBI, aurait transféré de l'argent au chef de file présumé des attentats du 11 septembre, Mohammad Atta, alors que ce même individu, le Général Mahmoud Ahmad, avait des rapports à haut niveau à Washington du 3 au 12 septembre.

C'est lui qui a signé l'accord de coopération entre les Etats-Unis et le Pakistan dans la lutte contre le terrorisme. C'est-à-dire que c'est l'individu qui, selon le FBI, est le bailleur de fonds des terroristes du 11 septembre, le bailleur présumé bien sûr, qui a négocié avec Colin Powell et Richard Armitage les termes de la coopération du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme ! Si vous voulez, c'est un petit peu comme demander à Al Capone « *Al, could you help us in fighting organised crime* ». C'est un peu une comparaison, mais je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail, mais peut-être durant les questions.

Surtout il y a beaucoup de doutes à ce sujet et nous avons quand même un certain nombre de documents. Nous n'avons pas de documents précis qui nous disent qui est derrière le 11 septembre, mais nous avons des documents de source officielle qui démontrent certainement que des hauts responsables de l'administration Bush ont des liens avec Al Qaida, et ce sont ces mêmes individus d'ailleurs qui accusent tel ou tel chef d'Etat ou chef de gouvernement d'être lié aux réseaux terroristes. Il s'agit de Colin Powell et de Richard Armitage.

Il y a tout un ensemble, toute une série d'enjeux autour du 11 septembre que je ne peux pas aborder maintenant pour des raisons de temps, mais qui sont étroitement liés à notre compréhension de la guerre et au fait que le 11 septembre est en quelque sorte le pilier idéologique de cette guerre. La guerre contre le terrorisme fait partie de la doctrine de la sécurité nationale.

Discussion

A. Clesse : Des commentaires et peut-être des gens qui te contredisent, je l'espère, que l'on ait vraiment une discussion. D'ailleurs, j'ai oublié quelque chose. Michel Chossudovsky n'est pas seulement professeur d'économie, mais il est également et peut-être surtout auteur de beaucoup de livres. Nous en avons quelques-uns ici ce soir, dont *Global Brutal*, traduction en allemand d'un livre assez récent, *War and Globalisation, The Truth behind September 11* et *The Globalisation of Poverty*.

Question : Vous avez cité en passant Israël. J'aurais une ou deux questions.

Est-ce que vous n'estimez pas que parmi les facteurs de la guerre en Irak, il y a non seulement le pétrole mais également la pression d'Israël et du lobby juif en tant que réaction de défense d'Israël ?

En second lieu vous avez parlé de l'arsenal nucléaire israélien, à qui tout le monde est sensible peut-être mais dont on ne parle jamais. Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi cette question n'est jamais suivie par les Nations Unies, et pourquoi lorsque l'on accuse tel ou tel Etat de détenir des armes de destruction massive, Israël n'est jamais cité, en particulier par les Etats arabes ?

A. Clesse : Il y a d'autres questions dans le fond de la salle. Le lobby juif aux Etats-Unis, le lobby juif américain ?

M. Chossudovsky : Je vais écouter plusieurs questions.

Question : Réflexion sur le nombre de hauts responsables américains qui sont juifs Est-ce qu'il y a une explication ?

A. Clesse : Ecoutez. On ne va pas faire une manifestation antisémite ce soir. Il faut être prudent ces jours-ci. Non, je blague.

M. Chossudovsky : Je vais essayer de répondre brièvement aux questions.

C'est certain que l'enjeu, le projet israélien n'est pas strictement celui du pétrole. Il est au niveau de ce que l'on appelle le projet du « Grand Israël » et qui a déjà été dessiné, à savoir qu'Israël revendique une zone d'influence qui, en fin de compte, irait vers l'Euphrate au niveau de zone de peuplement, zone de déportation aussi pour la population de la Palestine et aussi des pipelines d'eau. Il y a aussi le pétrole. Mais certainement ce projet d'expansion territoriale fait partie de l'enjeu géopolitique de cette région. Et si, certainement, comme je l'ai mentionné, les Etats-Unis poursuivent leur feuille de route vers la Syrie, toute cette région-là va entrer en guerre, donc le Liban est visé. Bon, le Liban et la Syrie c'est la même chose en terme géopolitique. C'est donc pareil parce que si la Syrie est visée, le Liban se trouve en quelque sorte entre Israël et la frontière syrienne et on peut s'attendre à ce que la guerre s'étende sur une région beaucoup plus vaste du Moyen-Orient.

Maintenant, l'arsenal nucléaire. Nous avons un excellent texte qui a été signé par John Steinbach, *Israel nuclear arsenal*. Il est également sur notre site Internet qui détaille les capacités nucléaires d'Israël et la politique nucléaire qui est une politique absolument suicidaire ! Lorsque l'on intègre cette logique à celle des deux autres puissances nucléaires, on peut certainement voir se dessiner une catastrophe dans cette région d'autant plus que maintenant les analyses du Pentagone sont en train de faire des simulations sur ce qui

arriverait si l'on utilisait des armes nucléaires tactiques. Ils sont en train de simuler le nombre de morts etc. Mais au niveau de la propagande, ils sont en train de dire qu'effectivement les armes nucléaires tactiques n'ont pas d'impact sur la population civile.

La question du lobby juif américain est une question très controversée aujourd'hui aux Etats-Unis. Il est certain qu'il existe un lobby juif parce qu'il y a des intérêts qui sont associés à Israël. Il y a des liens étroits entre les milieux d'affaires, le gouvernement d'Israël etc. Mais je pense que ce serait une erreur de voir en cela un projet. Personnellement, je ne pense pas que l'on devrait entrer nécessairement dans ce débat. Le lobby existe et il joue un rôle déterminant dans l'articulation de la politique étrangère américaine. Mais le fait qu'il y ait des juifs à l'intérieur de l'Administration pour moi ce n'est pas l'enjeu principal.

Question : Je ne comprends pas que l'on ne parle pas des armes nucléaires d'Israël.

M. Chossudovsky : Non, mais écoutez. On ne parle pas des armes nucléaires d'une façon générale. On ne parle pas des armes nucléaires. Je veux dire que la censure sur la question des armes d'Israël est certainement à double tranchant parce que les Etats-Unis ou la dite Communauté internationale veut viser tous les Etats voyous qui auraient éventuellement des programmes nucléaires pour des raisons évidemment de politique étrangère, de stratégie etc. Israël est un allié de Washington, c'est évident. Mais d'une façon générale, les médias n'en parlent pas. Cela fait partie de mécanismes de censure. La question nucléaire est fondamentale parce que les Etats-Unis ont défini une politique de guerre nucléaire préventive.

Deuxièmement, ils ont mené une campagne de propagande, à savoir que les armes nucléaires sont semblables à des armes conventionnelles. Cela s'appelle « *in theater nuclear weapons* » c'est-à-dire que ce n'est pas l'arme de dernier recours comme durant la guerre froide. C'est une arme que l'on peut utiliser de manière légitime en même temps que les kalachnikovs. C'est un peu ça la perspective idéologique. Alors le fait que l'on ne parle pas d'Israël là-dedans, je pense que cela fait partie de la censure généralisée sur ces questions-là. De la même façon, pourquoi ne dit-on pas la vérité sur Ossama Ben Laden ? Si on devait révéler la vérité sur le réseau Al Qaida, toute l'architecture idéologique s'effondrerait parce que le pilier de la doctrine de la défense nationale repose sur la guerre contre les terroristes. Alors si les terroristes sont fabriqués par le pouvoir américain, l'architecture s'effondre. La censure est absolument essentielle là-dedans. Elle est très systématique et très cohérente. Elle est liée au pouvoir.

Question : Est-ce que les liens existants entre Ossama Ben Laden et les Etats-Unis sont connus par l'opinion publique?

M. Chossudovsky : D'abord je ne pense pas que l'opinion publique en général connaisse les origines d'Al Qaida. Ce n'est pas par ignorance. C'est tout simplement parce que ce n'est jamais mentionné et si c'est mentionné, on va dire « Oui, on les a soutenus mais c'était durant la guerre soviéto-afghane mais ensuite ils se sont retournés contre nous... ». C'est ce que les Américains appellent le *blow back*, lorsqu'un instrument des services secrets va à l'encontre des services secrets qui les ont créés. En Anglais on dit *an intelligence asset goes against its sponsors*. C'est la réponse officielle parce que lorsque nous avons commencé au lendemain du 11 septembre, un débat a été amorcé.

Moi-même, j'ai publié un texte le 12 qui était « *Who is Ossama Ben Laden ?* » et qui est d'ailleurs sur Internet. Je pense qu'il est plus populaire que le site du FBI en ce moment. On est troisième. Bref. Mais tout de suite la presse a enchaîné, on a dit « Ah, oui. C'est vrai. Ossama Ben Laden a été appuyé mais c'était pour une bonne cause à l'époque etc. Mais

aujourd'hui, il s'est retourné contre nous ». Mais tous les éléments factuels dont nous disposons nous disent que ceci est un mensonge sauf que la presse ne nous le dit pas. Pourquoi ? Parce que dans les années 90, le gouvernement Clinton a collaboré activement avec le réseau Al Qaida en Bosnie, ensuite au Kosovo, ensuite en Macédoine.

On a un certain nombre de documents que l'on peut lire et citer. J'aime toujours citer ce passage parce que c'est quelque chose quand même d'assez incroyable. Voilà, je vous lis ce texte. « La participation directe de l'administration Clinton aux réseaux islamiques de distribution d'armement a comporté l'inspection par des représentants du gouvernement américain de missiles d'origine iranienne. La TWRA faussement qualifiée d'humanitaire, établie au Soudan, a constitué un rouage majeur dans la fourniture d'armement à la Bosnie. La TWRA serait reliée à des personnalités du réseau terroriste islamique etc. comme le cheik Abdel Omar Rahman et Ossama Ben Laden ».

Qui a écrit ce texte ? Ce n'est pas un théoricien de la conspiration. C'est le parti républicain, *National Party Committee of the Republican Party* du Congrès américain. Alors ils accusent Clinton d'avoir des liens avec Ossama Ben Laden et pourtant... Et c'est un document officiel qui date de 1997. Alors que s'est-il passé en 1997 ? C'était le scandale Monica Lewinsky. Le parti républicain avait envisagé la possibilité d'enclencher un scandale *Ossama-Bosnia-Gate* qui se serait éventuellement retourné contre eux parce qu'en fin de compte les républicains sont partie prenante, sont les architectes de ce projet depuis l'administration Reagan, et ils ont choisi l'affaire Lewinsky afin de discréditer le président Clinton.

Ce que je vous raconte est basé sur des sources très – je ne peux pas les mentionner – mais en fait ce sont des sources très fiables. On voulait initier une campagne pour salir Clinton en établissant des liens avec Ossama Ben Laden. Alors cette information est connue. Les liens avec l'UCK, le fait que l'UCK était appuyée par l'OTAN, les Nations Unis et le haut commandement américain d'une part et d'autre part par Ossama Ben Laden, c'est connu. Donc ils ont collaboré dans des opérations militaires conjointes. Pourtant au niveau de l'opinion publique, le mystère est maintenu que le réseau Al Qaida demeure l'ennemi numéro 1. Alors aujourd'hui il y a peut-être un pourcentage de la population plus élevé qui sait qu'Ossama Ben Laden est une création de la CIA. Donc on commence à se poser des questions. C'est vrai.

Questions : Est-ce que Ben Laden est toujours un agent de la CIA ? Où était-il le 11 septembre ?

M. Chossudovsky : Vous voulez que je réponde au fur et à mesure parce que ce n'est pas des oui et des non. Ben Laden est encore un instrument, pas un agent, un instrument des services secrets américains. Le 10 septembre il était hospitalisé à l'hôpital militaire du Rawalpindi, donc un jour avant le 11 septembre ! Et tout le monde savait qu'il était là !

Question : Le 11 septembre, un projet américain ? La mort de Monsieur Kelly ?

M. Chossudovsky : Ecoutez, je ne peux pas dire si c'est un projet américain. Ce que je peux dire, c'est qu'il existe toute une série d'indices qui impliquent soit une complicité ou un camouflage au plus haut niveau du gouvernement américain et je l'ai documenté dans mon livre.

Je peux vous dire qu'en août 2001, il y avait une coopération militaire entre des représentants du Pentagone d'une part et des organisations liées au réseau Al Qaida en Macédoine. C'est bien documenté dans la presse macédonienne et c'est soutenu même par des déclarations du Premier Ministre Georgevski qui a accusé, preuve à l'appui, les Américains de collaborer

avec le réseau Al Qaida. C'était en août 2001, à peine un mois avant les événements du 11 septembre ! Nous l'avons documenté. Alors si en 2001, deux semaines avant les événements du 11 septembre, il y avait une collaboration entre le réseau Al Qaida et des hauts cadres militaires américains, ce n'est pas exactement ce que l'on appellerait un *blow back* ou du moins le *blow back* date peut-être d'une semaine avant le 11 septembre.

Mais nous avons toutes les preuves, documents du congrès, à l'appui pour dire que cette thèse du *blow back*, est fabriquée. C'est évidemment fabriqué pour justifier le fondement, la thèse fondamentale de la politique étrangère américaine et de la doctrine de la sécurité nationale : il y a un ennemi parce que s'il n'y a pas de *blow back*, il n'y a pas d'ennemi. Cela veut dire que l'ennemi n'existe pas, c'est nous qui l'avons créé.

Et lorsque nous, lorsque cette réalité, cette vérité, comme on dit *trickle down* en anglais, lorsque l'opinion publique devient informée d'une manière plus généralisée qu'il existe des liens très étroits entre le réseau Al Qaida et des hauts responsables du gouvernement américain, tout le discours de la guerre contre le terrorisme s'écroule. C'est pour cette raison-là que c'est un instrument absolument essentiel du mouvement anti-guerre. Malheureusement le mouvement anti-guerre, aux Etats-Unis, notamment a dit « *We are against the war but we think we are in favour of the war terrorism* ». Ils essaient de dire « Nous pensons que nous devons mener la lutte contre le terrorisme mais nous sommes contre Bush ! » Alors qu'est-ce que cela fait ? Cela a créé une légitimité et cela a créé également une méconnaissance au niveau des enjeux, à savoir qu'Ossama Ben Laden est une créature fictive créée par les Américains pour mobiliser l'opinion publique en faveur d'un projet de conquête.

Le docteur Kelly a-t-il été assassiné ? Je ne peux pas répondre en deux minutes. Nous avons publié une étude très détaillée à ce sujet. Il a été soumis à 48 heures d'interrogatoire par des agents des services secrets britanniques dans un lieu *secure* etc., soumis à des tortures, on le sait. On ne peut pas donner une réponse catégorique, je pense qu'il faut commencer à lire les documents. Ce que l'on peut dire c'est que le rapport Hutton aurait dû faire une enquête précisément sur la possibilité d'un assassinat politique, au moins il aurait pu le réfuter. Mais il ne l'a pas fait. Il a accepté la version officielle et, bien sûr, il a orienté son enquête en fonction des besoins du gouvernement du cabinet Tony Blair. C'est évident. Donc on a une mascarade etc.

Je crois que je vais m'arrêter là. Vous avez également mentionné, je pense que c'est très important, « *overstretching* », la question du *PNAC*. Vous vous souvenez au début j'ai dit « le projet consiste à mener des guerres multiples et simultanées » et effectivement en ce moment les Etats-Unis ne sont pas en mesure de mener des guerres multiples et simultanées. Effectivement je crois que les effectifs militaires sont en train de s'effriter et c'est pour cela qu'ils veulent avoir la participation d'un certain nombre de pays alliés.

Donc les jeux ne sont certainement pas faits, mais je pense que pour le mouvement anti-guerre, il faut absolument mener une campagne beaucoup plus ciblée en fonction d'une compréhension de ces enjeux. On ne peut pas mener une campagne contre la guerre tout simplement en disant que l'on est contre la guerre. Il faut commencer à désarmer le pouvoir et la légitimité de ce pouvoir et pour le désarmer il faut nécessairement désarmer l'appareil de propagande afin que les citoyens soient informés. C'est la différence, ce que l'on dit en anglais *antiwar sentiment*, le sentiment contre la guerre n'est pas quelque chose qui va démasquer et désarmer les acteurs principaux. Pour désarmer les acteurs, il faut les « délégitimiser », il faut en quelque sorte montrer les enjeux qui sont en arrière de ce projet, qui sont des enjeux diaboliques.

Question : Quelle est la position des Américains par rapport à la Chine, par rapport à la Russie?

M. Chossudovsky : En ce moment, c'est plutôt l'inverse. C'est la Chine qui est en train d'alimenter la consommation en Occident puisque pratiquement la totalité de ce que vous portez sur votre dos vient de Chine. La Chine est la colonie industrielle de l'Occident et sans la Chine l'économie américaine s'effondrait.

Maintenant les alliances militaires... Suite à la guerre en Yougoslavie, il y a eu des alliances qui se sont dessinées entre la France et la Russie, entre la Russie et la Chine, entre l'Allemagne et la Russie qui découlent également de la nouvelle situation géopolitique. Donc il y a toute une série d'alliances qui impliquent effectivement un certain rapprochement de la Russie, notamment de l'Allemagne et de la France, disons, de l'axe franco-allemand. Mais en même temps, je pense que les Américains ont également des assises en Russie notamment dans le secteur du pétrole et aussi au sein même de l'appareil d'Etat.

Question : Existe-t-il de nouvelles armes sophistiquées autres que les armes de destruction massive?

M. Chossudovsky : Je réponds très brièvement. Vous avez absolument raison. Il y a d'autres armes. Il y a notamment les armes de modifications climatiques, le programme *HAARP*, « *High-frequency Active Auroral Research Program* » qui est localisé en Alaska et qui a la possibilité de modifier le climat et de provoquer des tremblements de terre ou des sécheresses dans des régions désignées. C'est un programme qui est opérationnel en ce moment. On n'a aucune preuve qu'il ait été utilisé. C'est une nouvelle arme sophistiquée parmi tant d'autres. Néanmoins les armes nucléaires sont quand même importantes et elles ont des conséquences que les autres systèmes d'armement n'ont pas.

Question : Est-ce qu'il y aura un changement de cap avec un gouvernement démocrate après les prochaines élections?

M. Chossudovsky : Je pense qu'il y a une continuité entre Clinton et Bush. Je ne vois pas de changement fondamental. Il y a peut-être des changements de surface. Oui. Il y a peut-être des changements dans la nature de mener des actions diplomatiques au niveau international. Mais il faut bien comprendre d'abord que le chef d'Etat aux Etats-Unis, c'est une figure politique et d'une certaine façon, c'est également une marionnette. Bush est quelqu'un qui ne décide pas. Ce n'est peut-être pas la situation qui existait dans les administrations antérieures, mais je crois que quels que soient les résultats des élections, ce que nous avons, c'est ce que l'on appellerait une rotation de régime.

Les grandes lignes de conduite de la sécurité nationale vont se maintenir parce que de toute façon elles ne sont pas établies au niveau du Congrès et de la Maison Blanche mais au niveau de Wall Street, des « contracteurs » de la défense, du Pentagone, de la CIA il y a une certaine continuité. Et notez bien que ces secteurs-là appuient les deux côtés. Par conséquent s'il y a Wesley Clark et John Kerry qui entrent à la Maison Blanche, peut-être Wesley Clark comme vice-président, je ne pense pas que l'on assistera fondamentalement à un changement de cap. Et notez bien qu'aucun des candidats, même Howard Dean, n'a mentionné la guerre ou a mentionné que l'action militaire en Irak est une action criminelle et illégale à l'exception de Kucinich qui a vraiment été mis à l'écart.

Toute cette campagne médiatique de propagande sur CNN est déterminante dans les enjeux électoraux aux Etats-Unis. Donc il y a une espèce de fabrication de consensus politique qui se

réalise au niveau de l'appareil de propagande. Alors la réponse est fondamentalement non. Je ne pense pas que l'on puisse espérer un changement de cap avec un gouvernement démocrate. Je crois que l'on devrait peut-être terminer la soirée. Je vous remercie beaucoup pour cette invitation et cette opportunité d'échanges avec vous.